



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier

75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

PROCÈS-VERBAL

du Comité syndical Séance du 31 mai 2017

Le 31 mai 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 24 mai 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice : 105
Nombre de délégués présents ou représentés : 65 dont 9 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), M. Philippe LEBEAU (Pantin), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), M. Patrick LEROY (Rungis), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Roland de HEAULME (Viroflay), M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Gauthier MOUGIN, M. Hervé LIEVRE, M. Jean-Marc SZMARAGD, M. Antoine DUPIN, M. Bernard ROCHE.

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO.

Paris Ouest la Défense : Mme Monique BOUTEILLE, M. Éric LE LANN

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Hervé LEUCI (Bobigny), Mme Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Hervé WILLAIME (Cachan), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Laëtitia DEKNUDT (Le Pré-Saint-Gervais), Mme Michèle CLAVEAU (Noisy-le-Grand), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), M. Jean-Luc CURAT (Saclay), Mme Cécile RANGUIN (Saint-Denis), M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucresson), M. Hervé LEPOURIEL (Grand Paris Grand Est), M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris).

Suppléant sans voix délibératives :

Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Arnaud GIBERT (Bezons) à M. Christophe BERNIER, Mme DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à M. Jean-Paul MARTINERIE, M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) à M. Xavier CARON, M. Yves MENEL (Garches) à Mme Sophie DESCHIENS, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à M. Bernard GIRAULT, M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois) à M. Pascal BUTIN, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à M. Richard DELEPIERRE, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. Thierry Michel ISOARD, M. Jean-Claude LE ROUX à M. Jean-Paul MORDEFROID,.

Etaient excusés : Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), Mme Alvine MOUTONGO-BLACK (Clichy-la-Garenne), Mme Khadija OUBOUMOUR (Grand Paris Sud Est Avenir), M. Daniel GUIRAUD (Métropole du Grand Paris).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, responsable de la coordination administrative et technique, M. Malik SALEMKOUR chargé de mission juridique et financière.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 avril 2017

2. Délibérations :

- Modification de l'utilisation du CET
- Assimilation du Syndicat à une commune de plus de 40 000 habitants
- Modification du tableau des effectifs
- Adhésion au G.I.P. Maximilien
- Retrait d'une collectivité du SMAVM

- Adhésion de collectivités au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib'*
- Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib' *

3. Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Xavier Caron est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 12 avril 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

M. LE LANN (Paris Ouest la Défense) fait remarquer qu'il a posé deux questions lors de la séance du 12 avril, l'une concernant le suivi de la reprise des salariés Vélib' et l'autre, la consultation des documents de marché et il estime que les réponses retranscrites dans le procès-verbal sont trop succinctes. Il souhaiterait une retranscription plus complète des réponses.

La Présidente prend note de sa remarque.

En l'absence d'autres observations, le procès-verbal du Comité syndical de la séance 12 avril 2017 est adopté à l'unanimité.

2 - Délibérations :

Au préalable, **la Présidente** informe les membres que le Syndicat a reçu, après l'envoi de la convocation et jusqu'à ce jour, des délibérations de collectivités portant adhésion au SMAVM et d'adhésion à l'option Vélib' et cite Asnières-sur-Seine, Gentilly, Maisons-Alfort, Rueil Malmaison, Suresnes, Vincennes, Sceaux et St Maurice. C'est pourquoi, dit-elle, un tableau récapitulant toutes les délibérations d'adhésion vous a été remis sur table.

2-1 Modification de l'utilisation du CET (2017 32)

La Présidente donne la parole à Mme Véronique Haché pour la présentation de cette modification

Mme Véronique HACHÉ (directrice du Syndicat) explique que lors de l'adoption de la délibération 2014 024 relative à la mise en œuvre du CET, il n'avait pas été prévu la possibilité de compenser financièrement à partir du 21ème jours ou de verser au titre de la RAFP, les jours épargnés. C'est pourquoi, la délibération proposée modifie uniquement l'article 5 de la délibération 2014 024, afin d'offrir cette possibilité aux agents.

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires et, en l'absence, soumet cette délibération au vote.

Abstention : 1

Le Comité syndical après en avoir délibéré, DECIDE de modifier l'article 5 de la délibération 2014 024 comme suit :

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés sous forme de congés, pris dans les conditions mentionnées à l'article 3 du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 susvisé.

- L'unité d'utilisation du compte épargne-temps est la journée entière.

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être indemnisés à hauteur d'un montant forfaitaire par catégorie statutaire, fixé par l'arrêté prévu à l'article 6-2 du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié, à compter du 21ème jours et plus (les 20 premiers jours ne pouvant être utilisés que sous forme de congés) comme suit :

Catégorie A - 125€ brut par jour 119,89€ net par jour

Catégorie B - 80€ brut par jour 76,73€ net par jour

Catégorie C - 65€ brut par jour 62,34€ net par jour

Ou, de les verser au titre de la RAFP selon les barèmes réglementaires en vigueur. Ces options sont donc ouvertes pour les jours inscrits au CET entre le 21ème et le 60ème jour.

Chaque agent peut, pour les jours épargnés au-delà du vingtième, opter :

- soit pour leur utilisation sous forme de congés,

- soit les maintenir au titre du CET sous réserve de ne pas dépasser le plafond de 60 jours (si le plafond est atteint, aucun jour supplémentaire ne peut être épargné),

- soit être indemnisé,

- soit (seulement pour les fonctionnaires CNRACL) demander leur prise en compte au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

DIT que les autres articles de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 restent inchangés.

2-2 Assimilation du Syndicat à une commune de plus de 40 000 habitants (2017 33)

La Présidente donne la parole à Mme HACHÉ.

Mme Véronique HACHÉ (directrice du Syndicat) explique que l'assimilation à une strate de population est la reconnaissance du niveau d'activités du Syndicat et contribue à le positionner dans le paysage métropolitain. Elle sert également de référence pour la création d'emplois à responsabilités de la filière administrative et technique.

Le décret n° 2000-954 du 22 septembre 2000 relatif aux règles d'assimilation des établissements publics locaux aux collectivités territoriales permet, la création de certains grades de fonctionnaires territoriaux au regard des critères cumulatifs suivants :

le champ et les compétences de l'établissement, l'importance de leur budget, le nombre et la qualification des agents à encadrer.

Elle ajoute qu'avec l'assimilation du Syndicat à une collectivité de plus de 40 000 habitants, cela permettra de pouvoir recruter, compte tenu de la spécificité et de la technicité du Syndicat des agents de catégorie A+.

M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucresson) demande pourquoi le Syndicat n'est pas assimilé à une commune de 100 000 habitants ?

Mme Véronique HACHÉ (directrice du Syndicat) répond que cette strate sera suffisante pour le Syndicat.

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires et, en l'absence, soumet cette délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité, d'assimiler le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole à une commune de plus de 40 000 habitants ; **AUTORISE** la Présidente à procéder à toute démarche et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

2-3 Modification du tableau des effectifs (2017 34)

La Présidente, donne la parole à Mme HACHÉ.

Mme Véronique HACHÉ (directrice du Syndicat) résume l'historique des emplois du Syndicat.

Elle explique ensuite que compte tenu de l'ajout de la compétence Vélib' et du nouveau marché public que le syndicat aura en gestion, il convient de modifier le tableau des emplois en supprimant 6 emplois non pourvus et en renforçant les effectifs par la création de 11 emplois d'ici la fin du premier semestre 2017.

Elle ajoute que le service Vélib' métropolitain sera mis en service dès le 1er janvier 2018 en précisant qu'en amont, pour la réussite de la mise en œuvre du futur service, des agents doivent être recrutés dès à présent afin de commencer les échanges techniques avec les villes concernées.

Compte tenu de l'urgence, des besoins spécifiques et des compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les emplois de catégorie A créés peuvent être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires et, en l'absence, soumet cette délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la suppression des six postes suivants : Administrateur, attaché, agent de maîtrise principal et 3 ingénieurs principaux ; **APPROUVE**, la création des onze emplois suivants :

Emplois créés	Nbre	Cadre d'emplois
Responsable déploiement infrastructure	1	Cadre d'emplois des Ingénieurs en chef ou des Ingénieurs
Coordonnateur(trice) déploiement infrastructure	5	Cadre d'emplois des Ingénieurs
Qualité de service	1	Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs
Aide Comptable	2	Cadre d'emplois des Rédacteurs ou des adjoints administratifs
Secrétaire	2	Cadre d'emplois des adjoints administratifs

AUTORISE, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, que les emplois créés peuvent être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées à l'article 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Emplois	Nombre
Attaché		5
Rédacteur		2
Adjoint administratif		1
Ingénieur en chef		3
Ingénieur		2
Adjoint technique		1
Cadre d'emplois des Ingénieurs en Chef ou des Ingénieurs	Responsable déploiement infrastructure	1
Cadre d'emplois des Ingénieurs	Coordonnateur(trice) déploiement infrastructure	5
Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs	Qualité de service	1
Cadre d'emplois des Adjoints administratifs	Secrétaire	2
Cadre d'emplois des Rédacteurs ou des Adjoints administratifs	Aide Comptable	2
	Total des emplois	25

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2-4 Adhésion au G.I.P. Maximilien (2017 35)

La Présidente, donne la parole à Mme HACHÉ.

Mme Véronique HACHÉ (directrice du Syndicat) indique que le groupement d'intérêt public MAXIMILIEN a vocation à regrouper tous les acheteurs publics de la région Ile-de-France et propose un portail commun pour les marchés publics franciliens rassemblant annonces de marchés, plateforme de dématérialisation et mise en réseau d'acheteurs publics, télétransmission des actes au contrôle de légalité.

Ce groupement d'intérêt public est une réponse aux difficultés des entreprises, notamment les TPE/PME, pour accéder aux marchés publics et un moyen pour les acheteurs publics de concilier respect de la réglementation et efficacité des achats.

Par ailleurs, les articles 31 et 39 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et l'article 5 du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession disposent que le profil acheteur doit permettre a minima aux acheteurs et aux autorités concédantes de mettre les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques par voie électronique. Le profil d'acheteur doit permettre de réceptionner par voie électronique les documents transmis par les candidats et les soumissionnaires.

En outre, les articles 107 du décret du 25 mars 2016 et 34 du décret du 1^{er} février 2016 instaurent une obligation de publication des données essentielles des marchés publics et des contrats de concession sur le profil d'acheteur.

A compter du 1^{er} octobre 2018, l'acheteur et l'autorité concédante doivent offrir sur leur profil d'acheteur un accès libre, direct, et complet aux données essentielles des contrats qu'ils ont conclus.

Pour l'ensemble de ces motifs, l'adhésion au groupement d'intérêt public présente un intérêt pour le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

La Présidente ajoute que c'est une démarche assez connue de la plupart des communes présentes ici. Elle s'enquiert d'éventuels commentaires et, en l'absence, soumet cette délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité :

- *L'adhésion du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole au Groupement d'intérêt public Maximilien,*
- *D'approuver la convention constitutive du Groupement d'intérêt public,*
- *De régler sur le budget de fonctionnement du Syndicat Mixte Autolib' Vélib' Métropole, la contribution annuelle correspondant à la catégorie « Autres Pouvoirs Adjudicateurs » qui sera au titre de l'année 2017, calculée au prorata temporis.*

DESIGNE Madame Marie-Pierre de la Gontrie, Présidente du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole comme représentante du Syndicat au groupement d'intérêt public, et Madame Christine Bruneau 1^{ère} Vice-Présidente du Syndicat, comme représentante suppléante,

AUTORISE La Présidente à signer tous les actes relatifs à cette adhésion.

2-5 Retrait de la commune de la Celle Saint-Cloud (2017 36)

La Présidente indique que la commune de la Celle-Saint-Cloud a adhéré en 2016 et qu'elle souhaite se retirer du Syndicat aujourd'hui.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) ajoute que la Celle-Saint-Cloud a adhéré au Syndicat le 13 juillet 2016 et qu'elle souhaite se retirer compte tenu des discussions en cours sur le plan d'affaire.

La Présidente, en l'absence de remarques, soumet la délibération voix.
Abstention : 1

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE le retrait de de la commune de la Celle Saint-Cloud du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

2-6 Adhésion de collectivités au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib
(Délibérations : 2017 37 Fontenay-aux-Roses, 2017 38 Bagneux, 2017 42 Rueil-Malmaison, 2017 43 Gentilly, 2017 45 Suresnes, 2017 49 Saint-Maurice)

La Présidente propose que Mme Haché commente la carte projetée sur écran.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) commente le tableau, en fonction des couleurs.

La Présidente signale que la carte permet de voir qu'il n'existe pas de problème criant de continuité territoriale et s'enquiert d'éventuelles questions.

Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes) remercie Mme Véronique Haché d'être venue à la Garenne-Colombes et précise que la réflexion a conduit à ce que les réponses actuelles soient positive.

La Présidente trouve positif que cette réunion ait été organisée.

M. Patrice PATHÉE (Sceaux) souhaiterait que cette carte soit mise en ligne dans l'espace membre.

La Présidente signale que la délibération de Sceaux est arrivée ce jour à 11h30.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) ajoute que la carte est disponible sur le site.

La Présidente, en l'absence de remarques, soumet la délibération voix.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, l'adhésion au SMAVM des communes de Fontenay-aux-Roses, Bagneux, Rueil-Malmaison, Gentilly, Suresnes, Saint-Maurice, ainsi que le transfert de compétence de location de vélos en libre-service et l'adhésion à l'option Vélib'.

2-7 Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'
(Délibérations : 2017 39 Arcueil, 2017 40 Courbevoie, 2017 41 Romainville, 2017 44 Maisons-Alfort, 2017 46 Asnières-sur-Seine, 2017 47 Vincennes, 2017 48 Sceaux)

La Présidente, en l'absence de remarques, soumet la délibération voix.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service des villes de Arcueil, Courbevoie, Romainville, Maisons-Alfort, Asnières-sur-Seine, Vincennes et Sceaux au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **APPROUVE** leur adhésion à l'option Vélib'.

3 – Points divers :

La Présidente rappelle que le référé a été gagné contre JC Decaux et qu'à ce jour, il ne fait pas appel.

M. Patrice PATTÉE (Sceaux) demande si JC Decaux peut faire appel.

La Présidente répond par l'affirmative. Elle laisse ensuite la parole à Matthieu Fierling.

M. Matthieu FIERLING (Responsable service & innovation) décrit les propositions de *design* travaillées avec Smoove pour le futur Vélib' (il précise qu'il ne s'agit pas des formes finales) :

- Des couleurs spécifiques pour les deux types de vélos : teinte de bleu pour le vélo électrique, teinte de vert pour le vélo mécanique ;
- Du relief sur la façade ;
- L'ajout d'une signalétique lumineuse au niveau de la coiffe : celle-ci permettra d'informer les usagers sur le positionnement de la station ;
- La forme du panier ainsi que la forme du *carter* du guidon vont être légèrement modifiés ;
- L'inspection et le marquage sur les mobiliers (nom de la commune, nom de la station, partenariat, numéro des vélos, etc.).

La Présidente comprend que le panier est en plastique semi-dur.

M. Matthieu FIERLING (Responsable service & innovation) confirme que le panier se déforme en cas de chute.

La Présidente demande si un système permet de fixer le portable.

M. Matthieu FIERLING (Responsable service & innovation) répond par l'affirmative, même si le *design* n'est pas encore définitif.

M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris) demande pourquoi il n'y a pas la possibilité de mettre un enfant sur le vélib'.

La Présidente constate que cette piste n'a pas été évoquée et que l'arrière du vélo ne comporte pas de porte-bagage.

M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris) signale que les vélos, dans certaines villes, permettent de supporter un porte-bagage / enfant.

La Présidente assure que la question va être posée.

M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine) s'avoue gêné par les teintes sombres qui, selon lui, posent un problème de sécurité.

M. Matthieu FIERLING (Responsable service & innovation) indique que les teintes seront plus claires et que tous les dispositifs réglementaires seront présents aux emplacements obligatoires (roues, pédales, système d'éclairage arrière, etc.).

La Présidente estime que le plus important était que les couleurs entre vélos électriques et non électrique soient différenciées. Elle ajoute qu'aujourd'hui les vélib' sont entièrement gris, et que le souhait était de sortir de cette teinte uniforme.

M. Yann WEHLING (Région Île-de-France) s'enquiert du poids et de la vitesse du vélo.

M. Matthieu FIERLING (Responsable service & innovation) informe que le vélo mécanique pèse 22,6 kg et possède un système Nexus à trois vitesses.

La Présidente souligne que le vélo mécanique va peser deux kilos de moins que le vélo actuel.

Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec) revient sur la question du porte-bagage. Elle explique que l'on essaie de retirer la circulation des voitures des villes et elle estime que cet accessoire est important afin que le vélib' remplace la voiture. Elle ajoute qu'il existe une demande de la part des parents.

La Présidente fait remarquer que dans ce cas, les parents devront se munir d'un siège enfant.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) explique que les communes vont être contactées par un représentant de Smoovengo pour leur proposer une démonstration des vélos et du parcours client. Elle demande aux villes de s'organiser pour faire des démonstrations groupées.

La Présidente s'enquiert d'autres questions.

Mme Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes) intervient sur le système d'*overflow*. Elle demande comment faire pour mettre tête-bêche les vélos en fonction des places de stationnement.

M. Olivier BONNEFOY (Ville de Paris) explique que le système a été testé à Helsinki ; le tête bêche ne prend pas plus de place car il y a suffisamment de largeur entre deux vélos pour que cela ne dépasse pas en overflow.

Mme Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes) comprend que la largeur est suffisante entre deux vélos.

La Présidente ajoute que le site web de smoovengo diffuse un petit film de présentation des vélos.

M. Hervé FLEURY (Versailles) intervient sur les relations avec les ABF pour les installations de stations dans les zones protégées.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' Vélib') répond que le Syndicat est en discussion avec le prestataire pour affilier les vélos. Le projet sera ensuite soumis aux ABF, y compris les ABF des secteurs hors Paris.

La Présidente précise que cette question se pose également à Paris.

M. Rolland DE HEAULME (Viroflay) revient sur le porte-enfant. Il signale le souci qui peut être causé aux touristes qui ne disposent pas de casques enfants.

La Présidente rappelle que les vélos ne disposeront pas de siège enfant.

M. Rolland DE HEAULME (Viroflay) a compris que l'idée débattue était d'avoir un porte-enfant.

La Présidente explique que l'idée est de trouver un système pour pouvoir accrocher un porte-enfant. Elle indique que les vélos n'auront pas de siège enfant et que ce n'est pas dans le cahier des charges.

Mme Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes) aborde le sujet des contributions spécifiques pour participer au fonctionnement du Syndicat (1 500€ par station). Les statuts évoquent une contribution obligatoire pour l'adhésion à Vélib'. Elle demande quelle est la différence et quelle est la balance.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' Vélib') explique que le montant le reste à charge pour les collectivités est compris dans le montant annoncé (entre 8 000€ et 10 000€ pour les villes). Il ne sera à payer qu'au moment où la station sera mise en service.

La Présidente demande s'il existe une somme distincte qui s'apparente à l'adhésion.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) indique que le montant compris entre 8 000€ et 10 000€/an/station comprend tout : adhésion, contribution, forfait, reste à charge, etc.)

La Présidente constate qu'il n'y a pas d'autres remarques. Elle propose de poursuivre sur le sujet Vélib'.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib' Vélib') résume les prochaines étapes de la mise en place du nouveau Vélib' :

- Au prochain Comité syndical, d'autres villes vont adhérer. Les communes ont été amenées à définir le nombre de stations par ville ;
- Smoovengo et le Syndicat se mettront en rapport avec les collectivités pour la localisation des stations pour ceux qui n'ont pas encore de stations ;
- Les travaux vont commencer en octobre. Pour les villes qui disposent de stations Vélib', la moitié des stations Decaux seront enlevées et remplacées par les stations Smoove ;
- Au 1^{er} janvier 2018, les stations Decaux seront éteintes et les stations Smoove allumées. Du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} avril 2018, toutes les stations seront installées ;
- Les villes qui ont commandé des stations après le 1^{er} juillet 2017 disposeront du même mode opératoire, mais de manière décalée ;
- Pour les villes qui n'ont pas de stations Vélib' mais qui en ont commandé avant le 1^{er} juillet 2017, la moitié des stations sera installée au 1^{er} janvier 2018 ;
- Pour les villes sans stations qui ont délibéré après le 1^{er} juillet 2017, les demandes seront traitées par ordre d'arrivée.

La Présidente rappelle que la date du 30 juin 2017 est importante pour les villes qui envisagent de rejoindre Vélib' mais qui n'ont pas encore délibéré.

M. Bernard GIRAUD (Noisy le sec) indique que la Ville délibérera vers le 25 juin.

M. Philippe LEBEAU (Pantin) déclare que la ville de Pantin délibérera le 22 juin sur l'adhésion à l'option Vélib'. Il fait part ensuite de la question que son maire et lui se posaient concernant les infos visuelles sur les stations pour signaler montage / démontage afin de ne pas perdre les habitués

Il s'enquiert des moyens de communication physiques qui seront mis en place pour informer les habitants au niveau local.

La Présidente se dit d'accord sur la nécessité d'un affichage chantier.

Mme Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes) estime qu'il faudrait mettre en place une communication pour le site.

La Présidente propose de réfléchir à une communication « chantier » et une communication « collectivités ». Elle précise que des informations sont déjà disponibles sur le site paris.fr.

Mme Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes) demande où en sont les discussions avec la SGP pour le financement de certaines stations situées à proximité des gares. Elle s'enquiert également des méthodes sur le choix du *naming* des stations.

La Présidente indique qu'après avoir rencontré le Président de la SGP, peu de stations sont situées dans l'emprise des gares. Elle précise que la SGP ne peut prendre en charge que si c'est de l'investissement. Elle ajoute que cela ne change rien sur le reste à charge.

Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) évoque deux possibilités pour le *naming* :

- Que la station porte le nom d'un grand magasin à proximité ;
- Qu'un partenaire bien identifié dans la ville souhaite disposer d'une station et que la ville accepte, à condition de payer le prix de la station (entre 8 000€ et 10 000€, donc).

La Présidente soutient que le *naming* doit évoquer un emplacement concret à l'usager et que le point d'accroche doit être mnémotechnique.

Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) rappelle le sujet de la recherche de financements complémentaires, d'où le démarchage auprès d'entreprises qui permettraient de contribuer à la recette. Elle ajoute qu'en sollicitant un privé, cela accentuerait le maillage.

La Présidente propose de réfléchir sur le sujet et de le clarifier.

M. Jean-Marc SZMARAGD (GPSO) donne un exemple particulier avec SAVANTIS, le groupe de recherche. Il indique que la démarche a présenté un double intérêt, notamment pour l'entreprise concernée et ses employés. Cette logique va être relancée, mais l'entreprise financera.

La Présidente rappelle que la sous-question de Mme DESCHIENS est de savoir qui en bénéficie. L'important est que l'application donne à l'usager un nom qui lui permette de se repérer.

Mme Monique BOUTEILLE (Rueil Malmaison) explique que, d'une part, une prestation sera facturée à l'entreprise ; d'autre part, une publicité sera diffusée sur une tarification différente. En revanche, la même station, Sanofi par exemple, pourra financer sa station et payer une pub.

La Présidente rappelle que Vélib' possède des financements de la MGP.

M. Philippe LEBEAU (Pantin) pense que ce sujet dépend également de la propriété du foncier.

La Présidente confirme que cela a pu être fait ponctuellement pour Autolib'.

Mme Anne-Laure LE BRETON (Puteaux) évoque le cas où la commune commande la borne auprès du Syndicat ; dans ce cas-là, la subvention de la Métropole serait possible. Si le groupe De Facto demandait des bornes, il ne toucherait pas de subventions puisque De Facto est un territoire et non une commune.

La Présidente indique que le sujet va être étudié. Elle constate qu'il n'y a pas d'autres remarques à ce sujet.

Elle poursuit sur un point d'info concernant Autolib' :

- Un comité de suivi s'est tenu le 27 avril, où l'absence d'accord a été constatée ;
- L'étape suivante est celle de la conciliation. Celle-ci est réalisée par un collège de trois personnes : une personne désignée par le Syndicat, une personne désignée par le délégataire et un président choisi de commun accord entre les deux parties ;
- Le Syndicat a désigné comme conciliateur Jean-François Bénard, ancien président de chambre au Conseil d'Etat et ancien directeur général de la SNCF. Le délégataire a désigné comme conciliateur Arnaud Lambert, juriste spécialiste des arbitrages. L'identité du président doit encore être décidée ;
- Cette étape peut durer 90 jours. A l'issue de cette période, un rapport de conciliation est remis (ou non). Il s'agit d'une proposition et non d'un d'arbitrage ;
- Parallèlement, le Syndicat tient des discussions et des échanges avec le délégataire. Tous souhaitent aboutir à un accord sans nécessairement enclencher l'ensemble des étapes ;
- S'agissant de l'audit, l'ensemble des points considérés comme ayant généré des coûts ou des surcoûts ont été listés. Cette liste a convergé sur les coûts en question. L'ensemble des travaux s'appuie donc sur des paramètres partagés entre le délégataire et le Syndicat.

La Présidente informe ensuite que des pistes permettraient d'engager la discussion. Ces idées de pistes prennent en compte le fait que la piste tarifaire de l'usager est à exclure, et que l'accord doit être global et définitif pour le futur. Elle rappelle que les membres du comité de suivi se retrouvent également en-dehors des réunions. Elle cite les pistes en question :

- La tarification, suite à la fermeture ponctuelle de stations sur demande d'intervenants privés ou publics : chaque jour, environ 300 bornes sont fermées à la demande d'un tiers public (manifestations, événements particuliers) ou privés (tournage, brocante). Une contribution pourrait ainsi être demandée au responsable de la fermeture ;
- Demander aux collectivités de prendre en charge le coût de dépose et de repose d'une station lors des aménagements de voirie ;
- La subvention des futures stations à leur coût réel ;
- La hausse de tarification de recharge particulier ;
- L'hypothèse d'une baisse de la redevance de voirie ;
- La transformation des « stations non rentables » en stations de recharge. Elle constate également que les stations en parkings ne fonctionnent pas ;
- En dernière hypothèse, une contribution exceptionnelle mais basse des communes par station.

Elle s'enquiert du ressenti des membres.

Mme Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison) trouve que ces pistes sont positives. Elle suggère de les intégrer dans leur réflexion pour le Vélib'.

La Présidente se dit d'accord.

Mme Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison) ajoute que le nombre de stations Autolib' a quelque peu été imposé aux communes : elle suggère de laisser aux communes la possibilité d'évaluer ou de nuancer le seuil de rentabilité des stations.

La Présidente se dit également d'accord. Elle ajoute que Mme HACHÉ a déjà rencontré certaines communes qui peuvent être dans cette situation.

Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort) souhaiterait connaître la liste des 180 stations jugées « non rentables ».

La Présidente précise que 180 est le chiffre donné par le délégataire ; le Syndicat estime cette liste à 50.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) rappelle qu'une carte concernant ces stations a été présentée il y a 6 mois. Aujourd'hui, une centaine de stations pourraient être concernées par cette mesure. L'idée n'est pas de les démonter mais de les transformer. Le Syndicat regarde les coûts fixes et variables pour définir si la station est réellement non rentable.

La Présidente pointe le fait que transformer les stations permet d'éviter le coût de dépose de celle-ci.

M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucresson) approuve le bon sens de ces mesures. Il demande si une réflexion a été menée sur l'amélioration du marché, et s'il n'est pas envisageable de donner des avantages à la circulation électrique.

La Présidente répond que le Syndicat bénéficie de deux paramètres positifs en matière d'usage, le Pass Navigo et les applications Résa Express et Résa Pop.

M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucresson) suggère de faciliter la circulation des voitures électriques ; il mentionne notamment les couloirs de bus.

La Présidente explique que les voies de bus dépendent de la préfecture de police. De plus, les voies de bus accélèrent la vitesse de déplacement des bus. Seuls les bus, taxis et vélos sont autorisés à circuler sur les voies. Ajouter des véhicules serait donc compliqué, même si ce sujet a déjà été envisagé.

M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) se dit d'accord avec la Présidente. Il ajoute que dans cette logique, les VTC demanderaient également à utiliser les couloirs de bus. Si les couloirs de bus sont suroccupés, ils n'ont plus d'intérêt. Autolib'-Vélib' est redevable du STIF et de la RATP de donner les possibilités aux transports publics de fonctionner dans de bonnes conditions. Néanmoins, il conseille de réfléchir à la question des voies dédiées. Des discussions sont en cours avec la région Île-de-France sur le développement de voies dédiées sur les autoroutes.

Mme Catherine PILON (Montreuil) apprécie le fait que les villes ne soient pas mises à contribution sur le déficit d'Autolib'. Elle rappelle la situation particulière de Montreuil, où 1/3 des 14 stations ont été indisponibles pendant plus d'un an. Les stations viennent à peine d'être remises en service, excepté une.

Elle signale que, dans les villes de banlieues, les quartiers proches de Paris sont plus privilégiés que les quartiers excentrés. Dans un service public d'autopartage, les stations les moins rentables ne doivent pas être supprimées. Elle insiste enfin sur l'investissement important de Montreuil pour Autolib'.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) signale que le cas de Montreuil est spécifique. Elle rappelle que les stations ont été installées tard puis brûlées de manière intentionnelle. Après une négociation avec le délégataire, certaines ont pu être ouvertes de nouveau. Néanmoins, le contrat de délégation de service public prévoit qu'en cas de vandalisme, le délégataire puisse renoncer à s'investir.

La Présidente ajoute que les recherches s'effectuent selon des besoins de financements.

Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes) demande s'il est possible d'obtenir les chiffres d'affaire des stations, afin de savoir si elles sont rentables ou non.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) signale que la carte 2016, présente dans les espaces membres, est retravaillée pour affiner le montant, les charges fixes et variables, etc.

M. Hervé WILLAIME (Cachan) signale les problèmes de deux stations à Cachan : l'une a été brûlée, la deuxième, qui devait être déplacée, a été enlevée de manière anticipée par Autolib'. Il fait part de son mécontentement à ce sujet.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) répond que la station brûlée n'est en effet toujours pas remplacée. Quant à la deuxième station, elle a été retirée par le délégataire sans avertissement. Elle précise néanmoins que le délégataire est en cours d'instruction pour replacer la station.

M. Jackie BOULAY (Châtillon) cite l'exemple de sa propre ville où un chantier Autolib' est depuis plusieurs mois laissé à l'abandon. Autolib' Métropole explique attendre la signature de la convention entre Autolib' et Grand Paris pour installer la station. Depuis, la ville de Châtillon n'a plus de recettes.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat) le rassure en précisant que les stations déplacées après signature de la convention avec Grand Paris vont être compensées par la MGP. Elle ajoute que la ville de Châtillon a fait une demande express pour enlever la station ; Autolib' Métropole attend désormais le financement de l'instruction.

M. Yann WEHLING (Région Île-de-France) affirme aller dans le sens de Christophe Najdovski sur le sujet des voies dédiées aux véhicules en autopartage. Il conseille au Syndicat d'appuyer cette idée auprès de la région Île-de-France.

La Présidente fait remarquer à Yann Wehring qu'il est mandaté en tant que représentant de la région Île-de-France.

M. Yann WEHLING (Région Île-de-France) explique qu'il s'exprimait dans un dialogue global à avoir avec la région.

La Présidente déclare que le sujet Vélib' n'a pas été retenu dans le plan région, mais que le STIF a donné un avis favorable. Elle va faire part à la région de ce sujet de voies dédiées, et conseille de sensibiliser la présidente à la question des financements Vélib'.

M. Bernard ROCHE (Vanves, Grand Paris Seine Ouest) évoque le sujet des voies dédiées, et demande avec quels moyens la surveillance du respect de ces voies peut se faire. Il signale que la police municipale est en petit effectif et que leur présence sur la voie publique est inexistante.

La Présidente rappelle qu'il s'agit de réfléchir à l'idée de créer une voie sur l'autoroute dédiée au partage de voitures électriques et de bus. S'agissant de l'absence de policiers pour verbaliser, elle constate personnellement que peu de véhicules occupent les voies de bus. Elle rappelle que les vidéos de verbalisation sont relativement dissuasives.

M. Bernard ROCHE (Vanves, Grand Paris Seine Ouest) trouve que les véhicules sont en mauvais état d'un point de vue esthétique.

La Présidente en convient. Elle signale qu'une génération de portes de voiture peintes est arrivée il y a quelques mois, ce qui améliore l'aspect esthétique général des voitures. Elle demande à **me HACHÉ** d'adresser un courrier au délégataire sur ce sujet.

Mme Laurence WESTPHALE (Sucy-en-Brie) demande plus de précisions sur les délais des négociations avec le délégataire.

La Présidente explique que l'objectif est d'assurer une négociation avant l'été.

La Présidente indique que le prochain Comité aura lieu le 28 juin à 15h00 à la Mairie du 4^e.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h50.

Le Secrétaire de séance

M. Xavier CARON

La Présidente,



Pierre de la Gontrie
Pierre de la Gontrie